

Ils veulent abattre ce projet

Environnement. La pression monte sur les projets écocides. Après le Madrillet, les militants écologistes s'attaquent à un futur lotissement à Cléon. Les arbres ont déjà en grande partie été abattus, mais ils restent confiants.

C'est la nouvelle Zone à défendre. ZAD : les trois lettres synonymes de rébellion sont inscrites à la peinture rouge sur l'un des arbres, en lisière du bois des Brûlins à Cléon. Rue des Martyrs, la plupart de ses congénères sont déjà tombés au mois de janvier en vue de la création d'un lotissement de trente maisons sur 1,8 ha dont 1,3 de forêt. Ces nouvelles habitations répondent au souhait de la municipalité d'enrayer une baisse de la démographie. « *On n'est pas contre la construction de logements, mais on ne veut pas que l'on touche aux arbres* », témoigne **Chérifa Jaafar**, secrétaire de l'association Mieux vivre à Cléon, rencontrée hier à l'occasion d'un rassemblement organisé avec toutes les associations impliquées pour médiatiser leur combat. Au mois de juillet, la riveraine a vu débarquer à 7 h 30 des semi-remorques et une broyeuse devant sa clôture. « *Je n'étais plus moi-même, je leur ai dit d'arrêter tout de suite !* » Avec elle, des voisins se sont mobilisés et ont réussi à faire partir l'entreprise.

Le bois des Coutures, une future ZAD

L'affaire a pris une tournure métropolitaine grâce à l'action des Bouillons terres d'avenir et de militants écologistes. Ces derniers, galvanisés par leur récente victoire au Madrillet (un moratoire a été décidé par la Métropole sur un projet immobilier de 60 ha au cœur de la forêt du Madrillet), veulent croire en leurs chances de succès. Le dossier comporte selon eux plusieurs irrégularités. Tout d'abord le prix de vente. « *Le terrain a été cédé au promoteur pour 335 000 € soit 130 000 € de moins que l'estimation des Domaines [réalisée dès lors que le terrain appartient à la Ville, ndlr] qui était de 465 000 €, détaille*



Des arbres ont été plantés, à l'emplacement des précédents abattus.



La forêt qui s'étend sur deux hectares, ou ce qu'il en reste, est nichée au milieu des habitations. (Photos C. H./PN)

Philippe Vue, membre des Bouillons terres d'avenir. *On a adressé le 30 juillet un courrier au préfet pour l'alerter à ce sujet* », indique-t-il. Car avec un prix de vente de 28 % inférieur à l'estimation, « *on est loin des 10 % préconisés par les Domaines* ». Si ce prix a été acté en conseil municipal en 2016, la vente n'a toujours pas été signée. De quoi donner du grain à moudre aux opposants : la question de la légalité de l'intervention de déboisement réalisée est posée. « *Et où est parti le bois coupé ? À qui a-t-il été vendu ?* », s'interrogent des riverains. Autre élément pointé du doigt, le prix de vente des terrains à bâtir annoncé en 2016 – argument donné à l'époque pour justifier un tarif attractif pour le particulier –, aurait été revu à la hausse : de

42 000 € le (premier) prix d'achat d'une parcelle est aujourd'hui situé à partir de 54 000 €, peut-on lire sur le site du promoteur Terres à maisons.

« *Nous ne sommes pas contre les nouvelles constructions, on comprend les besoins* », reprend Philippe Vue. Mais, « *il y a une friche (dans le prolongement de la parcelle éventrée) qui est disponible. Il faut arrêter de couper des arbres.* »

À l'heure d'un réchauffement climatique, et après les scores des écologistes aux dernières élections municipales, l'abattage d'arbres est plus difficilement défendable. Même si la parcelle en question n'est plus classée (contrairement au Bois des brûlins attenant), les militants rappellent l'importance de « *ce corridor écologique* »

pour la biodiversité.

Après avoir planté symboliquement plusieurs essences d'arbres aux côtés des souches abattues, le cortège a arpenté le bois avant de prendre la direction d'une autre zone à défendre très prochainement : le bois des Coutures, en face de Renault. Cette fois, ce ne sont pas moins de « *13 ha qui doivent être rasés dans les mois qui viennent pour y construire des bureaux. De la même manière qu'au Madrillet, c'est inacceptable* », fulmine Philippe Vue qui, de même que tous les militants présents, entend défendre bec et ongles chacun des hectares menacés dans le territoire métropolitain face à l'urgence climatique.

CHRISTOPHE HUBARD

« Pas la forêt amazonienne »

Affecté par la tournure des événements, le maire **Frédéric Marche** (ex-socialiste) n'a pas souhaité répondre à nos questions mais il était prêt à commenter l'affaire. « *Quand un journaliste m'appelle, je suis correct, je rappelle. Mais je vais faire les questions et les réponses.* » Le ton est donné.

« Je suis un mec ultra-clean »

« *Je vis très très mal cet épisode. Ça vire au harcèlement médiatique que je ne comprends pas.* » Le maire de Cléon assure n'avoir rien à se reprocher, notamment concernant le prix de vente des terrains : « *Je suis un mec qui est clean, ultra-clean. Je*

n'ai pas de voiture de fonction, j'ai baissé les indemnités... Le nombre de collectivités qui sont obligées de vendre en dessous du prix du marché... C'est la logique du marché, il n'y a pas d'enrichissement personnel. Tout est fait dans les règles. » Frédéric Marche, « *un homme blasé mais combatif* », avec « *un honneur et des valeurs à défendre sinon c'est l'anarchie* », dit envisager de prendre la parole dans les jours à venir pour répondre aux attaques. « *Ce n'est pas la forêt amazonienne, c'est un petit bois de taillis* », ajoute-t-il. En la matière, « *c'est une question d'équilibre à trouver* », juge-t-il, évoquant la nécessité de soutenir la filière bois.



Le rassemblement a réuni plusieurs dizaines de riverains et militants.